

Paris, le 22 septembre 2008

## **POUR LA DÉFENSE DE NOS SALAIRES DE NOS METIERS ET DE L'ÉCOLE**

le Conseil National des 15 et 16 septembre 2008  
du SNUEP-FSU a voté un appel à la

# **GRÈVE**

## **Mardi 7 octobre**

et la participation à la

# **MANIFESTATION NATIONALE**

## **Dimanche 19 octobre**

**Paris, place d'Italie**

**12h**

Pour plus d'information, contactez les secrétaires académiques du SNUEP  
ou les sections départementales de la FSU



# MOTION VOTEES Au Conseil National du SNUEP-FSU des 15-16 septembre 2008

## MOBILISONS DURABLEMENT ET DONNONS UNE DIMENSION AMBITIEUSE À L'ACTION

Les motifs d'inquiétude et de colère ne manquent pas : baisse du nombre de postes aux concours, augmentation de la précarité, heures supplémentaires imposées, ...

Le Budget 2008 ne permettra pas d'assurer partout tous les enseignements durant l'année scolaire, il implique la multiplication des services partagés. Quant au budget 2009, il annonce déjà la suppression de 13 500 postes, s'ajoutant aux 11200 supprimés cette année.

Les réformes ministérielles annoncées, celle de la voie professionnelle, avec la mise en place du BAC pro 3 ans et son corollaire la suppression des BEP, ou celle de la formation des enseignants, sont autant de motifs d'inquiétude pour l'enseignement professionnel public et laïque.

Après la nuit des IUFM du 4 septembre et la journée du 11 septembre 2008, il nous faut amplifier et réussir les actions unitaires annoncées.

Le SNUEP-FSU s'associe :

- à l'**organisation des jeudis de l'éducation** avec les personnels, les parents ;
- aux **états généraux** « Pour une formation des enseignants de haut niveau dans les IUFM rénovés » qui auront lieu le 4 Octobre à Paris XII, Val de Marne, UFR de droit (métro Créteil l'Echat) ;
- aux **actions de la journée internationale du 7 octobre** auxquelles appellent 6 organisations, dont la FSU, sur les questions de l'emploi, des salaires, des services publics, des conditions de travail et de la protection sociale ;
- à la **journée nationale des retraites** le 16 octobre ;
- à la **manifestation nationale du 19 octobre** à Paris contre la politique budgétaire et pour les évolutions nécessaires à la réussite de tous les élèves.

**La baisse du pouvoir d'achat touche de plus en plus dramatiquement tous les salariés, du public comme du privé.**

Ce thème est au cœur de l'actualité depuis des mois, parce qu'il a été un argument majeur de la campagne électorale de Sarkozy.

Le Président de la République se trouve aujourd'hui en difficulté sur ce sujet car il refuse de se prononcer sur la seule mesure efficace : l'augmentation des salaires.

Dans ce contexte, le CN du SNUEP juge inacceptable et inquiétant pour la crédibilité du syndicalisme qu'en cette rentrée il n'y ait pas de grève nationale unitaire prévue centrée principalement sur l'augmentation des salaires.

Le SNUEP-FSU ne se satisfait pas de cette situation, c'est la raison pour laquelle il demande :

- ⇒ à sa fédération, la FSU, de continuer à tout mettre en œuvre pour convaincre ses partenaires syndicaux d'appeler rapidement à une grève nationale sur les salaires, la plus unitaire possible ;
- ⇒ aux personnels pour surmonter les obstacles à l'unité au « Sommet », de la réaliser dans les établissements et d'inonder les instances des fédérations et confédérations de messages disant :

**« Dans l'unité, décidez immédiatement de la grève nationale pour l'augmentation des salaires ».**



Toute l'info sur [www.snuép.com](http://www.snuép.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuépnat@snuép.com](mailto:snuépnat@snuép.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°98

## POUVOIR D'ACHAT

### Le SNUEP-FSU exige

# une vraie revalorisation des salaires !

Implicitement le gouvernement reconnaît la nécessité de revaloriser le métier d'enseignant en annonçant à grands renforts de publicité la prime d'entrée dans le métier de 1500 € et une indemnité **forfaitaire annuelle** de 500 € pour tout enseignant effectuant au moins 3 HSA.

Ces « **mesurettes fanfaronnantes** » ne concernent qu'une minorité de collègues et ne constituent en aucun cas une revalorisation de nos salaires.

La vraie revalorisation, celle qui passe par une augmentation conséquente du point d'indice, est au point mort : + 0,5 % au 1<sup>er</sup> mars 2008, + 0,3% au 1<sup>er</sup> octobre (en réalité un équivalent de 0,49% sur l'année) pendant que les prix à la consommation connaissent une hausse annuelle de 3,6% selon l'INSEE. Cela constitue donc une baisse minimale de plus de 3% du pouvoir d'achat, s'additionnant à celles des années passées !

Les propositions du gouvernement mettent en évidence la volonté manifeste d'augmenter la part indemnitaire de nos rémunérations, non prise en compte dans le calcul de la retraite, et d'individualiser les traitements.

Le Conseil National du SNUEP-FSU appelle les personnels à se mobiliser pour une véritable revalorisation de nos salaires qui passe par :

- la revalorisation du point d'indice, qui a perdu 25 % en 20 ans ;
- la revalorisation de la grille indiciaire des PLP et CPE entre les indices 474 et 963 ;
- l'intégration de toutes les primes et indemnités dans le salaire ;
- la reconstruction d'une grille indiciaire avec la disparition de la « Hors Classe » et l'intégration des actuels indices « Hors Classe ».

Le Conseil National du SNUEP-FSU rejette le credo du moment « *Travailler plus pour gagner plus* » et se prononce pour le refus des HSA parce que dire **non aux HSA** c'est :

- arrêter l'hémorragie de postes (3500 postes transformés en HS à cette rentrée, combien dans le budget 2009 ?) ;
- permettre de nouveaux recrutements de titulaires ;
- être solidaires et refuser d'envoyer les collègues titulaires compléter leur service dans un autre établissement et les non-titulaires au chômage ;
- préserver la qualité de notre enseignement (une enquête du MEN en 2002 nous reconnaissait déjà 40 heures de travail hebdomadaire) ;
- refuser que l'augmentation du nombre d' HS encourage le ministère à augmenter le temps de travail de tous les personnels.

## L'IRCANTEC

La remise en cause de l'IRCANTEC vise à augmenter les cotisations et à diminuer brutalement les pensions des bénéficiaires de manière exorbitante alors que le régime est en situation financière excédentaire. Ces propositions ainsi que le mépris affiché pour les organisations syndicales membres du Conseil d'administration créent une situation intolérable. Le SNUEP-FSU ne peut l'accepter.



Toute l'info sur [www.snuép.com](http://www.snuép.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuépnat@snuép.com](mailto:snuépnat@snuép.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°98

## Agir durablement pour la Paix

L'actualité a mis en avant deux situations de guerre : la Géorgie et l'Afghanistan mais cela ne doit pas nous faire oublier tous les autres pays confrontés à cette situation où les armes frappent encore et toujours les populations comme en Irak, en Palestine, au Darfour et dans d'autres régions du monde.

La volonté d'indépendance doit se faire dans un cadre validé par la communauté internationale, que ce soit pour le Kosovo, l'Ossétie, l'Abkhazie ou toute autre partie du monde.

Aujourd'hui les interventions en Afghanistan ou en Irak n'ont pas démontré sa pertinence et nous sommes en incapacité à sortir les pays de la situation dramatique où ils se trouvent.

Nous ne devons pas être les faire-valoir ni des USA, ni de l'Otan ni même d'une Union européenne qui n'engagerait pas des relations directes avec ces pays.

La communauté internationale doit avoir pour axe prioritaire de s'attaquer à la pauvreté, d'agir pour mettre en place un développement économique, social et culturel, et de maintenir la paix.

Le SNUEP-FSU soutient la Journée internationale de la paix décrétée par l'ONU : le 21 septembre.

## Combattons fermement les tentatives gouvernementales de museler et de réprimer les oppositions à sa politique

Nous assistons à une volonté gouvernementale de museler toute opposition le plus souvent accusant les militants d'actes délinquants ou de propos diffamatoires. Nous l'avons vu avec les lycéens et nous continuons à le voir avec les portes-paroles des structures syndicales ou associatives (élu dans le Jura, le Collectif d'Ille et Vilaine, collègue PLP d'Île de France, ...), tout particulièrement dans le soutien aux sans papiers.

Nous assistons à une accélération, comme si les ministres en abusaient, des poursuites et des demandes de dédommagements financiers pour briser toute résistance.

La politique d'expulsions brutales, pour faire du chiffre comme on a pu le voir à Mayotte entre autres, peut alors non seulement assurer à des « petits chefs » des pouvoirs importants mais aussi conduire à des drames.

**Le SNUEP-FSU n'accepte pas une telle politique gouvernementale.**

## Exigeons le retrait définitif du fichier EDVIGE

Si nous prenons acte du changement gouvernemental sur le fichier EDVIGE (Exploitation Documentaire et Valorisation de l'Information Générale), dû à la mobilisation des diverses structures et les nombreuses signatures de la pétition, nous demandons, sans tarder, des mesures concrètes qui respectent les libertés individuelles et publiques. Cela passe par le retrait du décret 2008-632 qui a créé EDVIGE avant d'entreprendre les négociations avec toutes les organisations (dont la FSU) qui ont déposé le recours.

Site : [www.nonaedvige.ras.eu.org](http://www.nonaedvige.ras.eu.org)

## La laïcité encore et toujours attaquée : danger !

Le président de la république laïque française a dévoilé ses positions et sa conception du politico-religieux lors de son allocution à Latran, lorsqu'il a souligné que « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en rapproche, parce qu'il manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance* ». Il continue sur sa lancée en recevant officiellement Benoît XVI. Ce dernier a été reçu comme un chef d'état, ce qu'il n'est pas, bafouant ainsi un des principes de la laïcité qui impose qu'un chef religieux ne peut-être reçu qu'à titre privé. Nos impôts ne doivent pas servir à financer le voyage, la protection et le gîte d'un représentant religieux.

Le SNUEP-FSU réaffirme son fort attachement aux principes de la laïcité dans tous les champs sociétaux.

## Le SNUEP-FSU dénonce la remise en cause du droit à l'avortement

Le droit à l'avortement remis en cause : l'avortement ne pouvant plus être attaqué de front depuis quelques dizaines d'années, cela n'empêche pas des groupuscules religieux intégristes anti-avortement de s'engouffrer dans toutes les brèches et d'être toujours à l'affût. Aidés par des législateurs avertis de Sarkozy, ministres de la justice et de la santé pour ne pas les nommer, ils ont réussi un passage en force en imposant l'inscription d'un fœtus mort, sans limite d'âge ni de poids, sur le livret de famille (décrets et arrêtés parus au JO du 22 août 2008). Cette législation réactionnaire implique de fait, la reconnaissance d'une personnalité juridique à l'embryon. A quand la première plainte contre une femme qui avorte ou contre un hospitalier qui aura pratiqué l'acte ? Le SNUEP-FSU réaffirme sa volonté de lutter contre toutes les atteintes portant sur la liberté des femmes à disposer de leur corps.



Toute l'info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuepnat@snuep.com](mailto:snuepnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°98